



Rapport Atelier bilan régional du projet RECOLG à Saly/Sénégal du 06 au 10 novembre 2023

Table des matières

I. Contexte..... 3

II. Objectifs..... 3

III. Approche méthodologie utilisée 3

IV. Déroulement de l’atelier..... 3

1. Ouverture de l’atelier 3

2. Synthèse des différentes communications 4

2.1 Bilan des quatres années d’interventions..... 4

2.2 Bilan financier des quatres années de mise en oeuvre..... 5

2.3 Auto-évaluation des approches technique mise en œuvre par résultat 5

2.4 Les grandes tendances des résultats à date 6

2.5 Opérationnalisation de la sensibilité au conflit en contexte complexe 9

2.6 Expérience du projet RECOLG sur la mesure de la graduation des ménages..... 10

2.7 Opportunités de financement pour la phase 2..... 10

2.8 DANIDA TOP UP phase transitoire 2023-2024 11

3. Perspectives..... 11

4. Suggestions/Recommandation 11

5. Clôture de l’atelier 12

6. Annexe 12

Rapport

Atelier bilan régional du projet Résilience et cohésion sociale des communautés transfrontalières du Liptako-Gourma à Sali/Sénégal, du 06 au 10 novembre 2023

I. Contexte

Cet atelier bilan régional, qui intervient à la dernière année de mise en œuvre du projet RECOLG, réunira tous les membres du Consortium à Sali au Sénégal, du 06 au 10 novembre 2023 afin d'établir ensemble le bilan des réalisations des quatre années du projet RECOLG. Cette dernière rencontre annuelle interne de capitalisation et apprentissage sera donc l'occasion de faire le point sur les principaux résultats atteints en lien avec les cinq volets thématiques du projet et de discuter nos différentes approches mises en œuvre pour l'atteinte de ces résultats, tout en incluant les aspects transversaux (accès et sécurité, ne pas nuire, suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA), sensibilité au conflit). Ce cadre sera également mis à profit pour célébrer nos succès et réussites avec l'ensemble des parties prenantes, y compris les bailleurs de fonds (UE, Danida) et d'autres PTF (PNUD, PAM, BMZ, Ambassades etc.), mais également d'apprendre de nos échecs. Les aspects financiers, de gouvernance et flux de communication seront également discutés. Enfin, il sera dédié un temps pour revoir notre approche de désengagement et responsabilisation des autorités locales pour la clôture du projet et le lancement du Top-up DANIDA, mais également approfondir les réflexions pour une seconde phase du projet, déjà entamées lors de l'atelier bilan passé,

II. Objectifs

L'atelier vise 5 objectifs principaux :

- Faire le bilan de l'an 4 des résultats du projet et des 4 années du projet, à travers une revue des résultats atteints entre la baseline, la midline et la endline ;
- Apprécier le degré de participation et d'engagements des différentes parties prenantes dans la consolidation et la pérennisation des acquis du projet ;
- Identifier et partager les bonnes pratiques à consolider ;
- Célébrer les succès enregistrés ainsi que les difficultés et défis auxquels les pays ont fait face, ainsi que les actions prises pour y remédier ;
- Tirer des enseignements et formuler des recommandations pour une meilleure planification et mise en œuvre du Top-up et des futures interventions similaires ;

III. Approche méthodologie utilisée

L'atelier bilan s'est tenu sur cinq jours et a été facilité par l'équipe de gestion du consortium, plus particulièrement les responsables des groupes techniques de travail. Pour uniformiser les présentations, un canevas a été mis à la disposition des participants une semaine avant la tenue de l'atelier. L'approche participative a été privilégiée en mettant l'accent sur les travaux de groupes qui ont été alternés par des restitutions en plénière.

IV. Déroulement de l'atelier

1. Ouverture de l'atelier

L'atelier bilan An 4 du projet RECOLG a débuté le lundi 6 novembre 2023 aux environs de 8 heures. Conformément à l'agenda, un briefing sur la sécurité a été fait aux participants par la Directrice Régionale de la Sécurité et de la Sureté de

Save the Children à Dakar. Elle a ainsi profité attirer l'attention des participants pour un séjour agréable au Sénégal sur la prudence dans les déplacements, au marché et même à l'hôtel pour leur sécurité. Elle a aussi donné un code de conduite à suivre pour être en harmonie avec les lois et les normes culturelles locales.

Par la suite, l'Acting Régional Program Manager de RECOLG a remercié les participants d'avoir effectué les déplacements puis il a présenté l'agenda qui est validé avec la seule modification de démarrer les travaux à 8 H 30 et les clôturer à 17 heures. Pour la logistique, il a expliqué que les navettes sont disponibles au niveau de la réception de l'hôtel. Pour se faire connaître, les participants se sont présentés par les noms et prénoms, fonction, structure et pays. Une synthèse des attentes recueillies pour cet atelier bilan des 4 ans de RECOLG a permis de les résumer comme suit : les réalisations du projet avec ses leçons apprises et ses apprentissages, les principales approches développées, sa mise en œuvre suivant le triple nexus, la relation entre le triple nexus et la graduation dans le cadre de l'implémentation du projet RECOLG, et enfin, les perspectives RECOLG 2 et le Top up.

Le rappel sur l'évolution du contexte sécuritaire, l'accès et leurs impacts sur les interventions du projet dans les trois pays d'intervention n'a pas eu lieu du fait de l'absence du présentateur.

2. Synthèse des différentes communications

2.1 Bilan des quatre années d'interventions

Les présentations en plénière des progrès accomplis sur les 4 années de mise en œuvre ont permis d'exposer suivant un même canevas le bilan des activités par pays (Niger, Mali et le Burkina), les changements auxquels le projet a contribué pour l'atteinte des différents résultats. Il est également ressorti dans toutes les présentations les difficultés majeures rencontrées avec leurs solutions envisagées, les pratiques à consolider, celles à améliorer et celles de redevabilité sociale. Les présentations ont aussi mis un accent particulier sur les leçons apprises, les acquis à pérenniser et les initiatives de désengagement de l'équipe du projet mais d'appropriation par les collectivités.

Il résulte de ces présentations que les taux d'exécutions des activités sont satisfaisants. Toutefois certaines activités n'ont pas pu être réalisées ou sont faiblement mises en œuvre. On peut noter :

Au Niger : la formation, dotation des femmes en MUAC (24%) et le dépistage des enfants (39,07%), les soins de santé mentale (13,45% pour l'appui en personnel et 32% pour l'appui à la vaccination PEV).

Au Mali : la Protection de l'enfance contre les violences, les abus et VBGn puis l'Amélioration de l'accès à la documentation civile n'ont pas pu être réalisées. Les taux de réalisations étaient faibles pour les événements culturels (10%), la prévention de conflits (25%), formation et dialogue (27%), fora de dialogue et médiation (22%) et les soins de santé mentale (50%).

Au Burkina Faso : la protection de l'enfance contre les violences et les abus et VBG qui n'est pas réalisée et l'Analyse de la situation et formations réalisée à 48,19%.

Dans ces cas de non et faible réalisation des explications convaincantes ont été données.

Les changements accomplis sont appréciables et à tous les niveaux de résultats. Des leçons apprises, des pratiques à améliorer ainsi que des propositions de pérennisations de certaines activités ont été déclinées.

Les difficultés rencontrées par les membres du consortium sont communes pour la plupart et sont consécutives au contexte sécuritaire dégradant et aux retards dans les déblocages des fonds au profit des partenaires de mise en œuvre.

Une communication de RBM a fait ressortir le processus de pérennisation des acquis du projet et un plan de désengagement. La démarche consiste à responsabiliser les acteurs communautaires qui seront accompagnés et soutenus par les partenaires et institutions sous régionales (ALG) selon une feuille de route bien définie.

Lors des échanges, des participants ont apporté des clarifications ainsi que des propositions allant dans le sens de la pérennisation des acquis du projet. La bonne qualité des relations entre membres du consortium a également été soulignée. Les questions et contributions des participants ont porté essentiellement sur : les évidences en termes de changements apportés par le projet, les cibles des deux activités du Résultat 2 (Appui à la PCIMA et soins de santé primaire), la sécurité des cotisations des groupements AVEC au regard du contexte.

Des réponses, il ressort que les évidences existent en ce qui concerne les changements apportés. Il s'agit des évaluations Midline, des PDM, des témoignages.... Des cibles des activités du Résultat 2 (Appui à la PCIMA et soins de santé primaire) les équipes MEAL ont été invité à les revoir parce qu'ils doivent concerner les trois pays. Les groupements

AVEC ont été invité à la prudence quant à la sécurité de leurs caisses, surtout après qu'un des groupements ai été victime du retrait de sa caisse avec un fonds de plus de 300 000 F CFA.

2.2 Bilan financier des quatre années de mise en oeuvre

La deuxième communication avait porté sur l'exécution budgétaire qui a été présentée par le financier régional du projet. On retient de sa présentation que le niveau de consommation est dans des proportions idéales. Des difficultés ont existé au départ du projet qui ont été résolus grâce aux renforcements de capacités et le suivi de proximité du financier régional. L'observation à faire ici est que la ligne Equipement, la ligne résultat 1, les couts liés au fonctionnement notamment les couts de prise en charges des bureau locaux et certains petits couts au niveau des organisations partenaires étaient en dépassements toutefois l'enveloppe globale était dans les bonnes proportions au niveau de toutes les organisations. Il est à noter que suites aux audits aucunes dépense n'a été inéligible. Cette bonne exécution et suivi budgétaire a été possible grâce à l'implication de toute l'équipe et particulièrement le financier régional qui a reçu les félicitations des participants pour son professionnalisme et sa disponibilité. Il est à noter que l'audit est pour le mois de mars 2024, Ainsi toutes les dépenses du RECOLG doivent donc être dans le système au plus tard en Fevrier 2024, Les variations sur les petites lignes ne posent pas de problèmes, ce sont seulement les dépassements sur les chapitres qui peuvent poser problèmes, ainsi il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Toute l'équipe est à féliciter pour la bonne exécution budgétaire. Un témoignage a été fait à l'endroit du financier régional pour le renforcement de capacité à l'endroit des organisations nationales qui servira à améliorer la gestion financière d'autres projets. Pour le matériel, la situation du matériel sera faite et l'UE sera avisé, toutefois ce matériel pourra être utilisé par le Top up.

2.3 Auto-évaluation des approches technique mise en œuvre par résultat

Six thématiques ont fait l'objet de travaux de groupes desquels des constats, suggestions et recommandations sont sorties. Le tableau ci-dessous résume les discussions des différents groupes.

Thématiques/Résultat	Constats/Suggestions	Recommandations
Le cash, le ciblage et la graduation	Constat : Prise en compte de la sensibilité aux conflits lors des ciblage, il s'agit : - de l'utilisation des outils de la sensibilité aux conflits, pour gérer un conflit identifié dans village d'intervention de GAO/Mali lors du ciblage : - de la réalisation des séances de sensibilisations sur la sensibilité aux conflits au profits des leaders communautaires et des membres des comités de ciblage au Sahel /Burkina Faso ; - de l'autorisation du bailleur de lancer les opérations du cash urgemment du fait des restrictions, de la cherté de la vie dûes à la pandémie du COVID 19.	
Les cliniques mobiles et PSA, les PB MERE, le soutien psycho social	l'accès aux zones difficiles dans lesquels les cliniques mobiles sont mises en œuvre ont limité le suivi et accompagnements des équipes du projet. Il faut aussi noter que qu'au	

	Mali et au Niger les agents de santé publiques développent des stratégies d'adaptation telles que l'usage des charrettes comme moyen de déplacement pour apporter des soins aux populations dans les villages d'interventions.	
AVEC, CEP, PACA, RSC, BAB/BC, Lait contre aliment bétail	On retient la nécessité de voir comment mieux adapter l'activité de dotation en vache laitière compte tenu du contexte sécuritaire et du cout que ça pourrait engendrer pour les bénéficiaires en termes d'alimentation pour la vache laitière. En témoignage, il est ressorti qu'au Mali en l'absence des laiteries dans certaines zones, des femmes sont organisées, formées et dotées des moyens pour la transformation et la commercialisation du lait.	
Sensibilité aux conflits, cycle de dialogue, le système d'alerte précoce.	Une des insuffisances qui est lié à la mise en œuvre des résultats était la non mise en œuvre de plans d'actions faute de moyens au niveau communautaires et des collectivités.	d'utiliser les cadres de concertation pour renforcer les mécanismes existants et les mécanismes locaux d'alerte précoce, aussi voir dans quel mesure les sentinelles peuvent s'insérer dans les dispositifs de l'Etat qui existent
partenariat	Les suggestions apportées ont porté sur : <ul style="list-style-type: none"> - la signature des accords entre les partenaires locaux et la région ; - la désignation des partenaires pour assurer les aspects de visibilité... 	
MEAL		la nécessité de disposer de ressources humaines nationales et régionales à temps pleins sur le projet.

2.4 Les grandes tendances des résultats à date

• *Perception de l'approche participative et inclusive*

100% des acteurs enquêtés (communautaires et communales) estiment que l'approche multisectorielle focus sur les ménages très pauvre , adoptée par le projet très positive car elle a favorise: La promotion du développement communautaire, L'acceptance des activités du projet, le renforcement de la cohésion sociale, Le renforcement de la collaboration entre les communautés et autorités locales, La valorisation de toutes les couches sociales, Amélioration de la confiance inter et intracommunautaires, Le renforcement de la résilience communautaire, Quelques témoignages d'appréciation positive de l'approche multisectorielle

Tendances positives pour le R1 On note une évolution significative du SCA pour les 3 pays d'une manière générale selon les résultats des PDM (Niger 99,67%, Mali 88%)

Perception de l'approche multi cash par les ménages tp/ récolte des changements/ 100% des ménages interrogés estiment que le projet a une bonne vision, donner du cash en période de soudure aident les ménages très pauvres à faire face aux difficultés saisonnières. Appuyé par des exemples de témoignage des bénéficiaires

Tendances très positives pour le R2

Les campagnes de dépistage de masse et la promotion de l'utilisation des PB mère ont également contribué à améliorer de la situation de l'état nutritionnel des U5 grâce au dépistage systématique et le référencement.

L'enquête qualitative a également relevé une amélioration de l'état nutritionnel des enfants grâce à la diversification et à l'augmentation de la ration alimentaire des ménages.

Tendances très positives pour le R3

Malgré le contexte d'insécurité (vols de bétail, enlèvement) les ménages ont tendance à plus capitaliser le bétail qui a été mis à leur disposition. Ce comportement des ménages s'inscrit dans une volonté de disposer des animaux dans la durée et d'asseoir une base d'autonomisation et de renforcement de leur résilience.

L'appui en AGR aux AVEC contribuera sans doute à renforcer le pouvoir économiques des membres et leur communauté. L'adoption des techniques agroécologiques par les ménages améliorera sans doute le rendement de leurs productions renforçant ainsi la sécurité alimentaire au niveau ménage et communautaire.

Les tendances positives des 3 résultats qui concourent à l'atteinte de cet objectif d'effet1, nous permettent de conclure que les capacités des ménages très pauvres sont suffisamment renforcées pour qu'ils assurent la protection de leurs moyens d'existence et accroître leur résilience. Selon les documents, Baseline, Midline, enquête qualitative, le témoignage accueilli sur le terrain aux près des bénéficiaires.

Les tendances positives R4

On constate une bonne tendance vers une amélioration de la collaboration avec les autorités locales même si par ailleurs le recours à ces dernières reste limité. L'une des principales raisons est la non stabilité de ces autorités administratives et /ou judiciaires à cause de la situation d'insécurité qui s'est dégradée davantage dans les communes. Notons cependant qu'il y a d'autres mécanismes communautaire endogènes de gestion des problèmes plus utilisés par les personnes en conflit du fait de leurs simplicités. Les résultats des enquêtes font ressortir une bonne collaboration entre les communautés et les autorités locales

R5

On note une évolution positive des relations de confiance inter et intracommunautaires sur les trois pays. Cette tendance est plus visible pour le Niger et la mali. Les actions de dialogues, de renforcement de capacités des différents acteurs communautaires mises en œuvre par le projet au cours de la troisième et 4e années permettront sans doute de combler le gap pour le Burkina et renforcer d'avantage les acquis du Niger et du Burkina.

OS2 : selon les résultats de la récolte des changements environ 95% des répondants des focus groupe affirment avoir observé une réduction des conflits au sein des communautés et entre communautés.

• Capitalisation PACA

Rappel, de l'approche de mise en oeuvre de PACA chez Care

Contexte, la description de l'approche, les outils utilisés ; les acteurs impliqués,

Comment le processus CVCA facilite-t-il l'approche genre, intégration l'égalité genre, des écosystèmes et de la gouvernance inclusive ?

35 PACA au BF, 29 au Niger, et 10 au Mali par GRAPP

Le principal changement accompli : l'analyse de CVCA, les actions de renforcement de capacité, prise de conscience de communautés sur les questions sur le changement climatique et apprendre des initiatives propres pour y faire face un PACA disponible par GRAPP,

Défit/ Difficultés : L'action est nouvelle chez les communautés ; L'accès difficile pour certaines localités pour des raisons sécuritaires

Le refus de certains villages à se constituer en Grappe pour des raisons socio culturelles ; Insuffisance des diffusions des PACA et de prise en compte des conflits et protection.

Comme innovation on note un plan exclusivement local conduit par les acteurs exclusivement local et mis en œuvre des locaux sur la base des solutions locales.

Comme entre autres leçon apprise : on retient trois leçons : le processus permet aux communautés rurales d'énumérer de façon exhaustif leur ressources et de prendre conscience de leur diminution progressive au fil du temps , si les communautés sont totalement dans le processus de planification de leur développement on obtient leur participation et adhésion totale à la mise en œuvre et de suivi ; ce processus permet la mise en confiance des communautés rurale quand à leur capacité à se développer

Recommandation pour la réussite des PACA des recommandations ont été formulé : une planification attentive du processus avec les communautés avec l'implication des leaders communautaires, disposer des matériels nécessaires ; créer et conserver un espace de confiance sûre avec les communautés ; intégrer gestion de conflit dans les outils de PAC

- *Capitalisation sur le cash (résultat 1)*

Objectif Résultat : Favoriser l'accès de 4,730 ménages très vulnérables à un système de protection sociale (BF 1650, Mali 900, Niger 2180).

Résultats attendus : Répondre aux besoins alimentaires des ménages très pauvres pendant la période de soudure et leur éviter les stratégies négatives comme la réduction des repas, les dépenses de santé, l'endettement, la vente d'actifs productifs

Bénéficiaires directs : 33,110 personnes, soit 4,730 ménages très pauvres dont 1,250 ménages affectés par le déplacement qui recevront des transferts monétaires et/ou Cash+ ainsi que 120 élus/personnel des communes et 168 STD.

Les principaux changements observés au niveau des communes sont :

- Amélioration de l'état nutritionnel
- Réduction des stratégies néfastes
- Nouveaux revenus (Niger)

Au niveau des ménages :

- Augmentation du nombre des repas
- Capacité de faire face aux besoins du ménage
- Réduction de la malnutrition
- Couverture des besoin alimentaires

Les données cash for work ; cash ont été présentés pour chaque pays. Cependant il faut noter qu'aucun ménage n'a intégré le RSU.

En terme de défis et de difficultés, on peut noter la dégradation du contexte sécuritaire dans les villages, le non-respects des programmes de retraits des opérateurs, l'instabilité de la couverture du réseau téléphonique, le problème de trésorerie, manque de liquidité, le retard de déblocage et la révision de contrat.

Les points significatifs suivants ont été soulevés pour le BURKINA FASO:

- Cinq (5) bénéficiaires qui ont été ajoutés
- Nombre d'hectare exploité actualisé à 876,75 ha.

Pour le Niger :

- 25% des ménages TP au Niger ont été touché grâce au projet RECOLG
- Le groupe propose de reformuler les leçons apprises, une leçon apprise a été proposée.

Des précisions ont été apportées sur les étapes de l'approche HEA et IHEA.

- *Capitalisation sur l'approche AVEC*

Le document de l'étude sur les AVEC présentait des insuffisances au niveau de l'utilisation des termes et ceux-ci ont été reformulés. Il est à noter que les groupements AVEC ont été conçus pour faciliter les dialogues entre les communautés vivant dans les zones d'intervention.

Pour ce qui concerne la contribution des femmes, elles ont été des garantes de la sécurité alimentaire dans certaines zones sous blocus comme Markoye grâce au système d'épargne déjà mis en place par le projet RECOLG à travers les provisions en nourriture pour les différentes familles ce qui a été un facteur très important pour la cohésion sociale.

Enfin pour les AVEC la commune de TENAKOFF qui n'était pas sur la carte a été signalé et des mesures de restaurations ont été proposés.

- *Capitalisation sur L'étude sur la Mare de Kokorou/NIGER*

Au niveau de l'étude de cas portant sur la mare de Kokorou, les amendements ont porté sur les éléments suivants :

- Remplacer l'étude dans le contexte global d'insécurité
- Faire ressortir le mode de gestion communautaire
- Revoir le format de la carte de la mare de Kokorou et intégrer les ressources ainsi que les menaces sur celle-ci
- Faire ressortir clairement tous les acteurs du conflit
- Décrire la démarche suivie lors des différents cycles de dialogue entrepris lors de la mise œuvre
- Intégrer le plan d'action issu du cycle de dialogues
- Prendre en compte des PACA, CEP et AVEC dans la synergie de la mise en œuvre
- Annexer les textes réglementaires du code rural
- Prendre en compte certaines parties de l'analyse de conflits
- Adresser des recommandations aux STD, la mairie, les ONG, les partenaires,

Des ajouts ont permis de savoir que la source des conflits au niveau de la mare est d'origine éleveurs et pêcheurs.

- *Capitalisation sur l'étude de cas de la fraction d'Ibogolitane*

De cette étude, il est ressorti que:

- La résolution de ce conflit a préservé les parties de tomber dans l'instrumentalisation des GANes et par les politiciens ;
- Cette résolution a aussi favorisé la cohésion sociale entre les fractions ;
- Suggère d'annexer le PV de conciliation et le document du suivi ;
- La proposition d'un nouveau titre à l'étude de cas

2.5 Opérationnalisation de la sensibilité au conflit en contexte complexe

Analyse contextuel des trois pays par DRC

Le plan adopté comportait trois (3) parties :

- La méthodologie
- Quelques résultats par pays (les éléments contextuels ; la cartographie des dynamiques de conflits ; l'évaluation de l'interaction entre le contexte d'intervention et la programmation)
- Quelques recommandations

En effet, les résultats rapportés ont été exhaustifs et triangulés entre les différentes partenaires qui étaient présents sur le terrain.

Les analyses se sont plus axé sur le BURKINA FASO qui a connu une situation sécuritaire très dense avec des BLOCUS au niveau de la commune de MARKOYE, la politisation des ciblage dans certaines zones du BFA et aussi beaucoup de défis communautaires.

Pour les autres pays le contexte Générale était stimulaire mais avec moins de défis qu'au BURKINA FASO, mais cela n'a pas empêché de saisir certaines opportunités cohésives qui existait malgré l'insécurité confert le document d'analyse DRC.

Deux illustrations au MALI montrent l'intérêt porté sur les sources de tensions et montre l'insuffisance de la communication entre les communautés <confert Rapport D'analyse DRC >.

Des recommandations tel que l'identification des thématiques de dialogue au regard des enjeux, la promotion de l'accès équitable aux ressources.

A la fin de la présentation de nombreuses questions ont été posé et des réponses ont été données

Parmi les questions les plus significatives nous là celle qui demande à la présentatrice que ce qu'on doit faire avec se rapport d'analyse après la fin du projet.

La réponse qui a été donne est la suivantes / un lot d'information capitales se trouve dans ce rapport et qui pourra servir pour les prochains projets dans les différentes organisations

Pour clore la session l'observateur du jour a trouvé que les différents rapports présentés sont trop longs et ne facilite pas distinction des objectifs principaux et propose d'être plus bref et objectif dans les documentations des mises en œuvre.

2.6 Expérience du projet RECOLG sur la mesure de la graduation des ménages

Cette présentation a été faite par la coordinatrice MEAL régionale et était axée sur :

- Rappel du concept de la graduation ;
- Lien entre la graduation et le triple nexus ;
- Le rappel de la construction du modèle de la graduation ;
- Schéma illustratif de la relation entre la graduation des ménages et le triple Nexus ;
- Approche ayant permet le suivi de la graduation des ménages vulnérables ;
- Les indicateurs qui favorisent le suivi de la graduation des ménages vulnérables ;
- Présenter les résultats de la graduation entre la base line et la mid line
- Les facteurs favorisant la graduation
- Les facteurs limitant la graduation
- Prochaines étapes

Au terme de sa présentation, on note un changement positif au niveau de chacun de paquet, en attendant le résultat du Endline qui va fournir plus d'information mais au stade actuel, la combinaison TM + R et TM+R+BA semble démontrer un changement plus important.

Pour ce qui est de la suite de la graduation les actions prochaines consistent :

- Evaluation finale à la fin du projet, collecte des données sur les indicateurs ciblés suivant la même démarche que les précédentes enquêtes
- Exercice de catégorisation HEA pour apprécier la perception de la communauté sur la classification socio-économique des bénéficiaires
- Comparaison des données pour les trois passages afin de mieux apprécier la progression des ménages
- Apprécier les résultats des combinaisons d'activités afin d'apprendre sur le paquet plus porteur au niveau bénéficiaires
- Note infographique et document de capitalisation sur la démarche méthodologie et résultats obtenus

2.7 Opportunités de financement pour la phase 2

En présentant les éléments du contexte ; Patricia Herrán, Institutional Partnership Advisor de Save the Children Denmark a fait remarquer que malgré,

- La détérioration du contexte qui pousse l'UE vers les pays côtier
- La limitation des fonds qui sont octroyés par appel aux projets et aux ONGs
- La difficulté pour attirer ce genre de fonds avec les bailleurs SCD

Le projet RECOLG a eu des résultats vendables. Ces résultats ont été partagés pour solliciter d'autres fonds grâce à l'engagement très fort de SC Denmark de poursuivre le projet d'où les fonds Top Up DANIDA pour pérenniser les acquis. En plus de cela, Une note conceptuelle de 10M EUR a été soumise par SC Allemagne pour le Mali et le Burkina Faso basé sur les résultats de RECOLG (incluant cash transfers, cash-for-work, nutrition, SAP adaptés localement, cohésion sociale). C'est un financement qui prend effet à partir de Juin 2024. Des échanges ont eu lieu avec le programme danois de Paix et Stabilisation au Sahel, phase 3. Sans oublier l'avenant des Fonds Danida de l'Accord de Partenariat Stratégique (SPA).

Ainsi, les documents de capitalisation et visibilité de RECOLG ont été présentés à plusieurs partenaires financiers. Une mission des consultants est prévue du 16-18 novembre au Mali et du 27-28 novembre 2023 Burkina Faso. La mission est intéressée à rencontrer les partenaires RECOLG et discuter sur la possible future contribution du programme au RECOLG. Bien vrai que rien n'est acquis pour le RECOLG 2. Des possibilités de financement sont en cours :

- Au niveau de Care Danemark à travers les fonds SPA sur le Liptako Gourma (Pour cartographier et mieux comprendre les SAP existantes au niveau local dans les zones difficiles d'accès et avec d'autres plateformes) et Top Up pour la réponse d'urgence.
- DRC a des fonds SPA pour le Niger qui s'élève à 65,000 EUR qui pourrait aller au financement de RECOLG II.
- Au Burkina Faso, il y'a la possibilité de consacrer 250k USD par an pour RECOLG II avec un projet de résilience économique et construction de la paix (Octobre 2023, 3 ans).

2.8 DANIDA TOP UP phase transitoire 2023-2024

Une enveloppe de 5 598 810 DKK soit 493 927 032 FCFA a été acquis pour la phase TOP Up qui vise à pérenniser les acquis de RECOLG. L'enveloppe a été mise à la disposition des partenaires locaux tels que AREN, CRUS, KARKARA, RBM, TASSAGHT sous le leadership de SCI. Le partenariat est géré directement par la coordination régionale de SCI qui gère les fonds. Il aura un seul virement des fonds pour la mise en œuvre des activités et il est attendu un seul rapport technique et financier. Ainsi :

- Rapport narratif annuel est attendu le 15 Janvier 2024 ;
- Rapport financier annuel est attendu le 15 Janvier 2024 ;
- Rapport narratif final est attendu le 15 Mai 2024 ; et le
- Rapport financier final le 15 mai 2024 ;

Un Plan de travail actualisé par partenaire est disponible et sera inclus pour la signature du protocole

3. Perspectives

Les actions à réaliser à court terme sont les suivantes :

- 1- Finaliser et partager le rapport de l'atelier bilan An 4 d'ici le 24 novembre ;
- 2- Finaliser et partager les fiches de capitalisation d'ici le 30 novembre 23 ;
- 3- Restituer et valider les résultats de l'évaluation finale d'ici le 30 novembre 23 ;
- 4- Clôture du projet le 05 décembre 2023 ;
- 5- Mise en œuvre des activités de DANIDA TOP Up Jusqu'au 30 Avril 2024 ;
- 6- Rapport finaux (narratif et financier) le 05 Juin ;
- 7- Audit final du projet entre Février et Mars 2024.

A la suite des différentes présentations les commentaires, des suggestions et des questions ont été posées aux présentateurs. Il s'agit entre autres :

4. Suggestions/Recommandation

- Revoir la définition de la graduation qui consiste à mesurer l'impact et les effets des paquets d'intervention qui est menée à court d'une période donnée.
- Au niveau des facteurs limitant, il y'a également le déplacement des autorités coutumières, administrative

- Entre les données de la midline et l'évaluation, il y'a des questions à poser. C'est pourquoi CARE à proposer de Prendre en compte les ménages qui ont reçu des paquets appuis différents pour mesurer la graduation.

Questions

- Les ménages qui ont dégradés sont-ils des ménages du projet ou des ménages de la zone d'intervention ? S'il s'agit des ménages du projet qu'est-ce qui explique cela.
- Est-ce que le projet ne dispose pas de mécanisme de mesure de la graduation ou le projet se contente des indicateurs de la base line et la mid-line
- Comment la graduation prend en compte les effets combinés des autres actions
- Comment on fait le lien entre le contexte d'intervention et le score de graduation
- Est-ce que dans l'évaluation finale pourra nous permettre d'avoir la combinaison d'appui (de Paquet) le plus porteur pour permettre aux ménages de graduer
- Est-ce que la graduation ne doit pas être revue dans ce contexte d'insécurité du Liptako Gourma
- Qu'est ce qui explique le fait que le Niger ne figure pas parmi les pays de la note soumise à SC Allemagne
- La mission du consultant est-ce une mission de UE
- Pas bien compris le lien des fonds DRC et le lien de RECOLG.

Réponse

- Ils s'agissent des ménages du projet qui ont dégradé et l'évaluation permettra de donner des raisons
- Le contexte d'insécurité joue négativement sur les indicateurs de la graduation
- L'échantillonnage a été bien faite. Seulement lors de la mid line, il y'a certaines activités qui n'étaient pas mise en œuvre
- La graduation prend en compte les autres interventions du projet
- Normalement l'évaluation permettra de faire toutes les combinaisons possibles pour nous permettre à un ménage de graduer
- L'exercice actuel est une phase pilote qui vise à permettre de tirer de leçons pour adapter l'approche de la graduation
- Le choix du pays et fait en fonction de l'intérêt du bailleur. Le financement de 4 000 000 Euro pourrait être orienté vers le Niger). Pour le moment, il n'y pas d'information sur l'exclusion du Niger
- Non il s'agit d'une mission de DANIDA
- DRC veut mettre les 65 000 Euro comme un fonds transitoire d'appui aux activités du TOP Up

5. Clôture de l'atelier

Le mot de clôture de l'atelier a été prononcé par la Coordinatrice MEAL régionale du consortium qui, tout en remerciant les participants pour le travail abattu et leur engagement, a souhaité un bon retour à tous. Mais avant ce message, une évaluation de l'atelier a été faite par les participants ayant pris la parole à tour de rôle.

6. Annexe

- Liste des participants à l'atelier ;
- Présentation des bilans des quatres années par pays ;
- Documents de capitalisation ;
- Documents d'auto évaluation ;